

DECLARATION POUR DENONCER L'ACCORD SIGNE ENTRE LE ROYAME-UNI ET LE RWANDA POUR LE TRANSFERT DE DEMANDEURS D'ASILE EN GRANDE BRETAGNE VERS LE RWANDA

18 avril 2022

Rwanda Bridge Builders (RBB) - Cadre de concertation des organisations de la société civile rwandaise et des partis politiques de l'opposition rwandaise en exil, condamne avec la dernière énergie l'accord conclu le 14 avril 2022 entre le gouvernement rwandais et le gouvernement britannique, en vertu duquel certains demandeurs d'asile au Royaume-Uni seront désormais transférés au Rwanda. En échange, une première avance de plus de 158 millions de dollars américains a été versée au régime de Paul Kagame.

Il y a là un problème sérieux pour ces innocents qui seraient victimes de la traite, et pour les Rwandais qui seraient tués et remplacés par ces réfugiés, ainsi que pour l'insécurité sur le continent africain. En effet, lorsque les réfugiés arrivent au Rwanda, ils sont immédiatement enrôlés dans l'armée, recrutés comme mercenaires par le Rwanda pour semer la guerre et la terreur dans divers pays africains, comme cela fut le cas des réfugiés vendus au Rwanda depuis la Libye, dont certains ont maintenant été déployés pour combattre au Mozambique et en République Démocratique du Congo.

Cet infâme accord a été signé entre le Rwanda et le Royaume-Uni, dans ce que l'on appelle le « Partenariat pour le développement économique », et comprend un projet appelé « Migration et développement économique » pour vendre et envoyer des réfugiés en provenance de différents pays du monde, dont la demande d'asile a été rejetée au Royaume-Uni. L'accord a été signé par le ministre de l'Intérieur, son Excellence Priti Patel lors d'une visite à Kigali (Rwanda) le jeudi 14 avril 2022.

Dans sa déclaration à la presse, le Premier ministre britannique Boris Johnson a affirmé ce qui suit : *« L'accord qui vient d'être signé est complet, et le Rwanda a la capacité d'accueillir des milliers de réfugiés dans les années à venir, et que le gouvernement britannique apporterait un financement de 120 millions de livres (équivalent à 158 millions de dollars américains) au début de l'accord ».*

Après avoir examiné les termes dudit accord, Rwanda Bridge Builders (RBB) a conclu qu'il s'agissait d'un plan diabolique et malveillant de vente ou de trafic d'êtres humains, basé sur les intérêts d'un groupuscule de gens dirigés par le président Paul Kagame.

Les considérations suivantes doivent être prises en compte :

1. Cet accord viole le droit international qui protège les réfugiés.
2. Le Rwanda est l'un des pays du monde qui compte le plus grand nombre de ressortissants qui l'ont fui et que le régime de Kigali n'a pas réussi à rapatrier.
3. Le Rwanda est l'un des deux (2) derniers pays dont la population est classée parmi les moins heureuses au monde.
4. Tous les rapports sur les droits de l'homme mettent en lumière les atrocités commises par le régime rwandais contre ses populations.

Contact : rbbnew2021@gmail.com Téléphone : +33651158504

5. Dans le passé, un accord similaire a été conclu entre le Rwanda et Israël mais il s'est soldé par un échec. En effet, les demandeurs d'asile africains transférés au Rwanda se sont retrouvés dans des conditions de pauvreté pires que celles qu'ils ont fuies dans leur pays d'origines, et ont pour la plupart décidé de fuir le Rwanda pour se réfugier dans les pays voisins notamment en Ouganda. (<https://www.worldwatchmonitor.org/coe/israel-resettling-eritrean-refugees-in-3rd-country/>)
6. Le Rwanda est un petit pays, surpeuplé qui n'a pas plus d'espace vital pour accueillir des réfugiés cédés par d'autres pays surtout que le régime du FPR ne cesse de demander à d'autres pays africains, en l'occurrence le Congo Brazzaville, la Centrafrique et la RDC, des terres supplémentaires pour l'installation des Rwandais.

Compte tenu de ce qui précède, derrière cet accord entre le Rwanda et le Royaume-Uni se profile un agenda caché, notamment la restauration de la traite d'êtres humains, comme ce fut le cas à l'époque coloniale sur le continent africain, les violations massives des droits de l'homme, la recrudescence d'assassinats d'opposants au régime rwandais avec le dessein de les remplacer par des migrants étrangers, semer la guerre et l'insécurité dans plusieurs pays africains, où le régime rwandais utilise ces réfugiés comme des mercenaires.

Il est de notoriété publique, en effet, qu'à leur arrivée au Rwanda, les réfugiés sont emmenés de force dans des bases militaires, où ils reçoivent un entraînement militaire, comme ce fut le cas pour les réfugiés venus de Libye, qui ont maintenant été transférés à Gashora, où ils suivent un entraînement militaire avant d'être recrutés pour combattre dans d'autres pays.

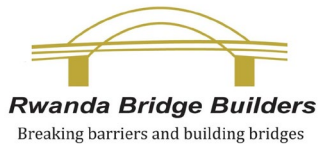
Rwanda Bridge Builders (RBB) joint sa voix à celle des Nations Unies, à celle de nombreuses autres organisations de défense des droits de la personne, et de l'Archevêque de Canterbury, pour dénoncer cet accord signé entre le Rwanda et le Royaume-Uni.

À cet égard, Rwanda Bridge Builders (RBB) réitère son appel au peuple rwandais et à la communauté internationale à décrier énergiquement ledit accord.

Il est fort regrettable que le gouvernement britannique connu pour ses valeurs démocratiques et son respect des droits de l'homme se soit laissé manipuler par le régime dictatorial de Paul Kagame.

En effet, au lieu de chercher une solution appropriée et durable au problème de ses centaines de milliers de réfugiés disséminés à travers le monde, Kigali met tout en œuvre pour non seulement pousser une partie de sa population à quitter le pays, mais aussi crée délibérément les conditions qui obligent les exilés rwandais actuels à préférer rester en exil.

Rwanda Bridge Builders (RBB) demande enfin aux organisations nationales et internationales des droits de l'homme, en collaboration avec les Nations Unies et l'Union Africaine, de mener une enquête urgente sur le trafic de réfugiés entre le gouvernement rwandais et d'autres pays comme le Royaume-Uni ou Israël.



Rwanda Bridge Builders saisit cette occasion pour demander au gouvernement du Royaume Uni de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de mettre fin à cet accord pour le moins inhumain et contraire aux intérêts du peuple rwandais.

Il est demandé au régime de Kigali de s'atteler à rechercher des solutions aux problèmes auxquels font face les Rwandais au lieu de s'adonner à la traite des êtres humains.

Enfin, vu les multiples défaillances du régime de Kigali, Rwanda Bridge Builders (RBB) - Cadre de concertation des organisations de la société civile rwandaise et des partis politiques de l'opposition rwandaise en exil, estime qu'il est plus que temps que l'espace politique au Rwanda soit ouvert pour permettre le rapatriement volontaire et librement consenti des réfugiés rwandais dans leur pays, dans des conditions de sécurité et de dignité satisfaisantes, afin que chaque Rwandais, où qu'il soit, puisse avoir le droit de participer à la reconstruction de son pays.

Fait Paris, le 18 avril 2022

Comité de coordination de RBB

Contact : rbbnew2021@gmail.com Téléphone : +33651158504

Contact : rbbnew2021@gmail.com Téléphone : +33651158504